

Echéances électorales en vue:

Kossivi EGBETONYO remobilise le canton de Sérégbéné et explique le bien fondé du PND

P.2



Le ministre Egbetonyo lors de son allocution

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°620 du 06 Mai 2019
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Mois de Ramadan :

Les musulmans du monde en mode foi, pardon et charité

P.5

Elections Locales 2019 :



Démarrage de la formation de la 2e vague des Opérateurs de saisie ce matin

P.4

Fonction publique :

Révision du Code général du travail en vue

P.4



Les ministres Gilbert Bawara

Contraste au meeting de Samedi :

Quand l'OSC "Togo Debout" confond tout

P.3



Prof David Dasseh

ACTUALITÉ

Echéances électorales en vue:

Kossivi EGBETONYO remobilise le canton de Sérégbéné et explique le bien fondé du PND

Une délégation conduite par le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs Innocent Kossivi EGBETONYO s'est rendue le week-end dernier dans le canton de Sérégbéné, localité située à 34 kilomètres au nord-ouest de Kougnohou dans la préfecture d'Akébou.

L'objectif était de remobiliser le canton pour les prochaines révisions des listes électorales et les élections locales qui se profilent à l'horizon. D'autres sujets comme les réalisations du gouvernement dans le milieu, ainsi que le Plan National de Développement (PND) étaient également à l'ordre du jour.

On notait la présence de l'honorable député Keretcho Komina François ainsi que les premiers responsables des structures locales du



La délégation ministérielle

parti Union pour la République (UNIR). Nombreux sont les populations de la localité qui sont sorties pour réserver un accueil chaleureux à la délégation venue de Lomé. Chants et Tams-tams résonnaient de tous les côtés. C'était une ambiance particulière qui a prévalu lors de cette rencontre. Très ému, le ministre Egbetonyo a remer-

cié en premier lieu la population pour l'accueil qui leur a été réservé et en second lieu pour leur grande mobilisation. Ensuite, ses mêmes remerciements sont allés aux militants et sympathisants du parti UNIR qui, à travers leur engagement du 20 décembre 2018, ont permis au président du parti Faure Essozimna GNASSINGBE d'avoir la majorité au parle-



Une vue de l'assistance

ment pour la mise en œuvre de sa politique de développement. Pour une préservation de ses acquis et pour la poursuite des réalisations dont le Chef de l'Etat ne cesse de faire dans le développement de leur canton, il

bien-fondé du programme ambitieux du gouvernement sous les auspices de Faure Gnassingbé qu'est le Plan National de Développement (PND). Un plan qui selon lui, nécessite le soutien et l'accompagnement de la popu-



Le ministre Egbetonyo lors de son allocution

n'a pas manqué de les exhorter à sortir massivement pour la prochaine révision des listes électorales et les élections locales qui

l'Etat et sa politique de développement. Signalons que des doléances de la population par rapport à l'adduction d'eau et à l'électrification ont été adressées au Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. Il a également expliqué à la population le



Les autorités traditionnelles

auront lieu le 30 juin prochain. Parlant de la réalisation des œuvres de développement et de la promotion des cadres du milieu, le ministre a saisi cette occasion pour rendre un hommage mérité au Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. Il a également expliqué à la population le

l'Etat et sa politique de développement. Signalons que des doléances de la population par rapport à l'adduction d'eau et à l'électrification ont été adressées au Président de la République. Doléances que le ministre compte lui transmettre.

Junior



Le civisme fiscal est une composante importante pour la réussite de notre PND. Le consentement de tous les Contribuables à l'impôt participe de la démarche inclusive recherchée dans le PND, tout en ayant comme pendant naturel l'obligation de reddition de comptes à tous les niveaux.



Le Président de la République Togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé lors du lancement du PND le lundi 4 mars 2019



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Elections locales en vue :

La Coalition, entre participation et hésitation

Sauf revirement de dernières minutes, les élections locales auront lieu au Togo le 30 juin prochain. La CENI, institution chargée d'organiser et de superviser les élections au Togo a annoncé, en prélude aux locales, la révision des listes électorales pour le 16 mai prochain. Les Togolais vont pouvoir se rendre aux urnes dans moins de deux mois pour élire les 1527 conseillers municipaux dans toutes les localités du pays.

Après avoir hésité, la coalition des 7 partis de l'opposition entend participer à ces élections locales. En conférence de presse la semaine dernière, la coalition nourrit l'intention de prendre part à ces joutes électorales très capitales. Mais avant toute chose, les membres de cette coalition réduite à la portion congrue veulent envoyer un courrier au chef de l'Etat pour l'ouverture d'un dialogue avec



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, Coordinatrice de la C14

la classe politique pour des élections apaisées.

La coordinatrice de cette coalition estime que ce groupement a encore une marge de manœuvre qui lui permet de faire appel à toutes les forces démocratiques parlant de la lutte que les leaders de l'opposition ont entamé il y a de cela 19 mois. Mme Kafui Brigitte Adjamagbo-Johnson fustige l'actuelle assemblée nationale qu'elle qualifie d'illégitime.

Pour elle, l'alternance en

2020 est une exigence et une obligation.

A la lumière des explications fournies par les partis restants de la coalition, tout porte à croire qu'ils entendent ensemble prendre part aux locales qui arrivent dans quelques semaines. Le fait de taxer le parlement d'illégitime prouve que les leaders de l'opposition ont toujours des remords de leur boycott du 20 décembre 2018. Illégitime ou pas, la 6e législature a déjà entamé sa mission et aboutira

aux réformes tant voulues pour hisser le pays dans le firmament du développement. Boycotter les élections et venir qualifier l'assemblée nationale d'illégitime relève d'une immaturité politique de la part de l'opposition.

Aujourd'hui, le vin est tiré, il faut le boire. Les locales se tiendront dans les délais. Le 28 avril dernier, la CENI a procédé à la nomination des présidents des CELI en vue de ces élections locales. Tout ceci aiguise déjà les appétits de l'opposition qui a pris une option sage d'être de la partie. Mais au regard de l'enjeu que représentent ces élections, il y a lieu de se demander si à quelques encablures de la date butoir, faut-il encore appeler la classe politique à un dialogue ? " Qui voyage loin ménage sa monture " dit-on souvent. Et la coalition ayant fait l'expérience du boycott des législatives va-t-elle encore rester dans des polémiques stériles ?

Le processus électoral continue son cours normal avec la formation des opérations de saisie et des logisticiens qui sont d'ores et déjà à pied d'œuvre pour une élection transparente et voulue partout.

Si la coalition reste dans ce carcan d'hésitations où il faut encore négocier des rencontres, poser des exigences avant toute participation, il va sans dire que les leaders de l'opposition ne savent plus quelle orientation adopter.

D'ailleurs les élections locales qui n'ont plus été organisées depuis 1987 sont une exigence contenue dans la feuille de route de la CEDEAO signée le 31 juillet 2018 à Lomé. Il serait plus sage de se mettre en rang de bataille pour des élections apaisées que d'entretenir des polémiques stériles.

Nouvelle Opinion

Contraste au meeting de samedi dernier :

Quand l'OSC 'Togo Debout' confond tout

La société civile au Togo est politisée à outrance qu'il est parfois difficile de mettre une ligne de démarcation entre association et parti politique. Certaines associations se réclamant de la protection des droits humains profitent de leur statut pour se mettre dans la peau d'apprentis politiciens. C'est le cas du FCTD qui est le réceptacle d'associations affiliées à l'opposition.

Le samedi dernier lors d'un meeting à Lomé, le Front citoyen Togo Debout a encore appelé ses ouailles à faire face à la donne politique actuelle. Le FCTD parle d'une unicité d'action de l'opposition qui doit faire face au pouvoir en face. Le Prof David Dosseh et ses acolytes insistent sur le fait que l'opposition doit affronter le régime en place pour une nouvelle ère.

Le FCTD a franchi le



Prof David Dosseh

Rubicon en appelant au peuple de se mobiliser pour dégager le pouvoir en place.

Cette approche du FCTD, une association de la société civile qui appelle le peuple à l'unicité pour faire partir le régime, nous donne l'impression qu'il est sur les traces du PNP dont la seule idéologie demeure la rue.

En se basant sur le fait qu'il y a plusieurs peuples

dans une société donnée, on se demande de quel peuple parle le FCTD qui pense que, par un coup de baguette magique, l'on peut amener le pouvoir à démissionner. Les expériences des manifestations politiques au Togo prouvent à suffisance que chaque parti politique a son peuple. Et les Togolais à la solde de ce groupement de la société civile ne valent même pas leur pesant pour

prétendre faire dégager le régime en place.

Le FCTD est instrumentalisé à outrance qu'il n'est pas superfétatoire d'affirmer que ce sont certains leaders de la coalition moribonde qui tirent les ficelles dans l'ombre pour appeler le peuple à manifester. Et pour preuve, lors de ce meeting, certains représentants des partis politiques de l'opposition étaient présents. Ce qui justifie la fougue du Prof

Dosseh qui a pris aisément la place de la coalition pour haranguer les foules.

Le Togo a tourné d'ores et déjà la page sombre des manifestations violentes organisées par le PNP, pour faire face aux enjeux électoraux. David Dosseh et sa bande feraient mieux de se rendre à l'évidence et de prendre le train électoral en marche.

La Rédaction

Incredible ! Chez Togocel, les forfaits packagés vous offrent maintenant jusqu'à 1 000 % de bonus *919#

Les forfaits packagés c'est jusqu'à... **1 000% EN BONUS !**

T-VOICE	T-VOICE & DATA
200 000	200 000
400 000	400 000
600 000	600 000
800 000	800 000
1 000 000	1 000 000
1 200 000	1 200 000
1 400 000	1 400 000
1 600 000	1 600 000
1 800 000	1 800 000
2 000 000	2 000 000
2 200 000	2 200 000
2 400 000	2 400 000
2 600 000	2 600 000
2 800 000	2 800 000
3 000 000	3 000 000

LE MEILLEUR RESEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

POLITIQUE

Fonction publique :

Révision du Code général du travail en vue

Le monde entier a célébré la fête du travail le 1er mai dernier dans la ferveur et l'allégresse. C'est à cette occasion qu'employés et employeurs se retrouvent dans la convivialité pour échanger et discuter des problèmes inhérents à leurs conditions de vie et de travail.

Au Togo, cette fête a été célébrée dans la quiétude avec le traditionnel défilé des employés à travers les rues aussi bien que les particuliers qui n'ont pas voulu se faire conter l'évènement. Dans le cadre de cette fête du travail, le ministre de la



Le ministre Gilbert Bawara

fonction publique, du travail, de la réforme administrative et de la protection sociale, Gilbert Bawara, a annoncé qu'il y aura une révision du

Code général de la Fonction publique.

Cette annonce faite par le ministre en charge de la fonction publique cadre avec

les mesures envisagées pour améliorer les conditions de vie et de travail des fonctionnaires Togolais. C'est lors des échanges avec les agents de son département que le ministre Gilbert Bawara a profité pour faire cette annonce.

Et comme dans tous les départements et dans tous les secteurs d'activité, lors de la fête du 1er Mai, les employés du ministère de la fonction publique ont soumis un cahier de doléances pour l'amélioration de leur condition de vie et de leur cadre de travail.

Ces doléances se traduisent entre autres par la mise à disposition de bureaux et l'instauration de primes.

C'est l'occasion pour le ministre Gilbert Bawara de promettre également l'extension de l'assurance-maladie, la réforme de l'administration publique et des services publics. Le ministre a dans la même optique lancé un appel aux agents de fournir des efforts afin que l'administration soit tournée vers le développement dans le cadre de la mise en œuvre du PND.

La Rédaction

Elections Locales 2019 :

Démarrage de la formation de la 2e vague des Opérateurs de saisie ce matin

Le processus électoral se poursuit pour la tenue des élections locales prévues pour le 30 juin prochain. Le 02 mai dernier, la CENI, Commission Electorale Nationale Indépendante a démarré une session de formation et de recyclage à l'intention des opérateurs de saisie (OPS). C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par cette institution.

En prélude aux élections

locales, cette session de formation qui a pris en compte la 1ère vague des OPS s'est achevée le 04 mai dernier. C'est donc dans le cadre des préparatifs de la révision des listes électorales que la CENI se met à pied d'œuvre en formant les OPS. Selo le chronogramme, une 2e vague des OPS devrait suivre la même formation qui commence ce jour 06 mai pour finir le 08 mai pro-

chain. Ces formations se déroulent sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF Lomé).

Dans la poursuite du processus électoral, la CENI a remobilisé es logisticiens pour la même cause. Selon les informations, la CENI convie les logisticiens ayant participé aux opérations de recensement électoral en 2018, et toujours désireux



de collaborer avec elle, " à se présenter à l'entrepôt central de Togo 2000 pour confirmer leur disponibilité, le samedi 04 mai 2019 à

17 heures ". " Aucune réclamation ne sera acceptée après cette date, quelle que soit la raison évoquée ". Tout laisse croire que la voie est balisée pour la tenue des locales dans quelques semaines.

Lynda Dalikou

Négociations entre les pays ACP-UE :

Robert Dussey lance un appel pour un futur accord basé sur les orientations de libre-échange continental

Vendredi 03 mai dernier, une nouvelle phase de discussions s'est déroulée à Mbabane, capitale du Royaume d'Eswatini (ex-Swaziland), entre les pays du Groupe ACP et l'Union Européenne. Lors des échanges à Mbabane, le négociateur en chef du groupe ACP, le ministre Robert Dussey a expliqué les enjeux du futur accord entre les deux parties.



La table d'honneur lors des travaux

Pour le chef de la diplomatie togolaise, les consultations régionales UE-Afrique doivent acter à l'échelle afri-

caine le début formel des négociations sur le pilier UE-Afrique du futur accord de partenariat ACP-UE. Il a

relevé que depuis quelques mois un excellent travail technique se fait au niveau de l'Union africaine sur les

négociations.

Le négociateur en chef de la partie ACP a également indiqué que les spécificités africaines en termes de défis, de potentiels, de priorités, de cadres référentiels de développement sur le plan commercial, économique et humain et de partenariat avec l'extérieur sont d'ores et déjà connues.

Selon le ministre Robert Dussey, le pilier UE-Afrique du post-Cotonou doit être en phase avec les orientations stratégiques de la ZLEC

Suite à la page 6

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, P'Avée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior
Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie:
 Direct Sprint
Tirage :
 2.000 exemplaires

Journée internationale des travailleurs :

Le ministre Bawara promet de plaider pour une amélioration du cadre de travail

La fête des travailleurs qui a été observée le mercredi 1er mai dernier au plan national comme international, n'est pas passée inaperçue au niveau du ministère de la fonction publique du travail, de la réforme administrative et de la protection sociale.

En ce lieu, comme tous les ans, des échanges entre le Syndicat Autonome des Contrôleurs et Inspecteurs du Travail du Togo (SYNACIT-TOGO) et Gilbert Bawara ministre de tutelle ont marqué l'évènement. Le décor a été planté par l'exécution de l'hymne des travailleurs, ensuite vient le message du secrétaire général du SYNACIT-TOGO Koussodji Yao Egnonam. Message qui s'est articulé autour d'une trilogie à savoir : Félicitations-Mécontentements -Décision. D'entrée de jeu, il a remercié le ministre pour l'effort qu'il ne cesse de faire au quotidien pour doter le corps des inspecteurs du travail d'un statut particulier. Les mêmes remerciements sont allés également à son endroit pour des équipements de protection qui ont été offerts aux inspecteurs du travail grâce au " projet gouvernance ".

Bien que des efforts ont été observés plus haut, force est de constater, selon les propos du secrétaire général, que beaucoup reste à faire en ce qui concerne : les moyens de transports pour les visites d'inspection, les salaires qui sont qualifiés d'insignifiants, les primes de logement, de risque, de bibliothèque, de déplacement et de communication.

Face à ce constat, le SYNACIT-TOGO a, au nom de son secrétaire général, décidé qu'aucune visite d'inspection ne s'effectuera plus avec les moyens personnels des inspecteurs. Une décision qu'il estime valable dans le cadre de la mise en œuvre du " Projet Gouvernance ". Les agents



Le ministre Gilbert Bawara lors de son allocution

du département de ce ministère n'ont pas passé sous silence leurs doléances. Ils ont à leur tour par la voix du secrétaire général du Syndicat du personnel, Komla Houmenou demandé au ministre Gilbert Bawara un meilleur cadre de travail. Ils ont également déploré le fait que leur département continue de se vider de ses ressources, de ses compétences, des connaissances et des expériences.

Un programme-formation

pour le personnel a dôturé la liste de leurs doléances. Conscient de toutes ses préoccupations, le ministre Gilbert Bawara a indiqué être le premier à avoir pris à cœur les problèmes liés au cadre du travail et des équipements. Mais il a déclaré qu'il faut faire un équilibre et la part des choses pour le fait que le budget de l'Etat n'est pas extensible. Il a promis de toujours continuer par plaider auprès du ministre des finances et des plus hau-



Une vue de l'assistance

tes autorités de l'Etat afin que progressivement des solutions soient trouvées aux problèmes énumérés.

Par ailleurs, il a rappelé aux agents de son département qu'ils sont au service des autres ministères et des usagers des services publics et qu'il est nécessaire de partager les difficultés et les insatisfactions et ne pas chercher un traitement singulier.

Raison pour laquelle il les a invités tous à mettre fin aux

comportements indéliçats au niveau de l'administration publique notamment les raquettes et les corruptions vis-à-vis des demandeurs de services. Pour finir, le ministre Bawara a rappelé aux fonctionnaires les mesures annoncées par le Chef de l'Etat dans son adresse sur l'état de la nation et les a invités à saluer ces décisions qui touchent les conditions du fonctionnaire en activité mais aussi des retraités.

Elom

Mois de Ramadan :

Les musulmans du monde en mode foi, pardon et charité

Ce lundi 6 mai 2019 débute chez les musulmans du monde entier le jeûne qui marque le début du mois sacré de Ramadan. Une période qui est entièrement consacrée aux œuvres de charités, de sacrifices et surtout de prières. Cette date qui a été annoncée par l'Union Musulmane du Togo (UMT) respecte également celle retenue en Arabie saoudite ou encore au Qatar.

Durant cette période, qui dure 29 ou 30 jours, les croyants s'abstiennent de manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles du lever au coucher du soleil. Ce jeûne est conçu comme un effort spirituel, une lutte contre la séduction des plaisirs terrestres. Tout au long de ce mois du ramadan, les musulmans pratiquants observent un jeûne



Une mosquée

durant toute la journée. Ils ne mangent pas et ne boivent pas non plus. Le ramadan est un mois tourné vers la spiritualité pour les croyants et tourné vers la charité et vers les bonnes actions envers les musulmans et les non musulmans.

Il est interdit en ces périodes d'insulter quelqu'un par exemple, de fumer et de faire des maquillages. Signalons que le respect du

jeûne est imposé à tous les croyants qui ont passé l'âge de la puberté. Même si les enfants sont dispensés, il est recommandé de les y habituer progressivement. Femmes enceintes ou nourrices, malades, voyageurs et combattants ont le droit de ne pas observer le jeûne, mais le devoir de s'y soumettre dès qu'ils sont à nouveau en état de le faire.

La Rédaction

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT **8280** Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT **8201** Renseignements

OTR OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

ACTUALITÉ

Promotion de l'écotourisme à la plage de Lomé :

L'ONG STADD et ses partenaires jouent leur partition

Maintenir la plage propre pour une bonne promotion de l'écotourisme, telle est l'objectif que poursuivent l'ONG STADD et le Club des Plages et des Océans (CAPLO) à travers une activité dénommée Beach Cleaning. Placée sous le thème " Beach Cleaning for Youth 2019 ", cette activité s'inscrit dans le cadre de la semaine de l'Europe au Togo qui a démarrée le samedi 4 mai dernier pour prendre fin le 11 mai prochain.

L'opération a mobilisé plusieurs acteurs engagés dans la cause pour un environnement propre dont les ambassadeurs des Etats-unis, William Stromayer, de la France Marc Vizy, du représentant de la délégation de l'Union Européenne, des représentants de différents



Le ministre de l'Environnement posant avec l'Ambassadeur Marc Vizy (dt)

ministères, ainsi que des élèves venus des lycées et collèges de la capitale.

C'est le ministre de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature David Oladokoun qui a officiellement lancé cette activité de salubrité et d'assainissement de la plage de Lomé qui annonce les couleurs de la

journée de l'Europe au Togo. " Beach Clean " est une initiative de l'ONG STADD spécialisée dans la collecte, le tri et la transformation des déchets en d'autres produits.

En mettant l'accent sur les jeunes élèves de la capitale, l'ONG STADD et ses partenaires, ont bien voulu éveiller leur conscience sur le plan environnemental afin de bien promouvoir le développement durable harmonieux de ces jeunes qui constituent la relève de demain.

Il faut dire que l'engagement nourrit par l'ONG STADD sur la protection de l'environnement ne se limite pas seulement à des activités de nettoyage de la plage. En novembre dernier, sur financement de la délégation de l'Union Européenne, l'ambassade de France et celle des



Les acteurs collectant les déchets plastiques

Etats-Unis au Togo, l'ONG a procédé à l'installation de 30 poubelles sur la plage de Lomé. D'autres activités de formation et de recyclage initiées par l'ONG, ont permis à certains jeunes des établissements de mettre en valeur les déchets plastiques.

Notons qu'à travers cette activité de salubrité et de nettoyage de la plage de Lomé, des récompenses symboliques ont été remises aux différents partenaires qui ont le plus souvent soutenu l'ONG STADD dans la réalisation de ses objectifs de promotion sociale et de protection de l'environnement en faveur de leur communauté. Les mêmes récompenses ont été décernées aux établissements qui ont le plus collecté des déchets plastiques lors de cette activité. Parmi eux,

figure l'Ecole Leader qui a occupé la troisième place avec un trophée plus une enveloppe de 50.000 francs CFA, la deuxième place est allée au Lycée le Jourdain qui a aussi décroché un trophée plus une enveloppe de 80.000 francs CFA et enfin la première place enlevée par le Lycée Agoè Nord qui est renté aussi avec un trophée plus une somme de 100.000 francs CFA.

Des prix ont été également décernés aux établissements qui ont eu à exposer des ouvrages réalisés à base des déchets plastiques et parmi eux, figure encore le complexe scolaire le Jourdain qui enlève un trophée plus une enveloppe de 50.000 francs CFA.

Elom



Visite des stands

Négociations entre les pays ACP-UE :

Robert Dussey lance un appel pour un futur accord basé sur les orientations de libre-échange continental

Suite de la page 4

(Zone de libre-échange continentale). Il a tout de même reconnu que, l'Afrique doit étoffer ses échanges commerciaux avec l'Europe, rehausser le niveau du dialogue politique avec l'UE sur les questions aussi cruciales que la sécurité, la paix, les droits de l'homme, les biens culturels africains encore en séjour en terre européenne, les objectifs de développement durable, le changement

climatique et la migration. Pour Robert Dussey, il serait plus sage que l'Afrique conduise ces négociations régionales avec un certain professionnalisme et un sens élevé de responsabilité afin d'aboutir à un nouveau accord.

Le nouveau futur accord dont il sera question doit reposer sur les besoins et spécificités de chaque zone géographique, contrairement à l'actuel accord. Il faut

rappeler que les 79 pays qui forment le groupe ACP sont diversifiés. Ce qui suppose que, les demandes que les pays du Pacifique ou des Caraïbes vont formuler ne sont pas identiques avec celles de l'Afrique.

En somme, à terme, les discussions devront aboutir à un nouvel accord. Ce nouveau partenariat dont il sera question consistera la base commune des trois partenariats régionaux. Cette base

commune quoiqu'il en soit serait applicable à tous les membres du partenariat. Elle permettra d'énumérer des objectifs, des priorités et des principes généraux et permettra de renforcer la coopération au niveau international.

A n'en point douter, ces partenariats régionaux feront face aux priorités régionales spécifiques pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ceci se fera, conformément aux dynamiques régionales renforcées et à l'importance accrue des organisations régionales. Lors des travaux, le chef négociateur européen, Neven Mimica, Commissaire au Développement, quant à lui s'est appesanti sur les négociations qui doivent permettre de sceller un nouvel accord de coopération au plus tard en 2020.

Alassani

Pour une amélioration des conditions de leur travail :

Le SYN BANK reste mobiliser pour la signature d'une nouvelle convention collective

Le mercredi 1er mai dernier a été célébré dans le monde entier la journée internationale du travail. C'était une occasion au cours de laquelle employeurs et employés ont rendu un hommage mérité à ces femmes et hommes dont leur action a permis de faire avancer le progrès social.

Pour marquer l'évènement, les membres du Syndicat des Employés et Cadres des Banques du Togo (SYNBANK-Togo) ainsi que du Syndicat National des Employés et Cadres des Compagnies d'Assurances du Togo (SYNASSUR-Togo) se sont retrouvés dans l'enceinte du Groupement Togolais des Assurances (GTA C2A) après une grande caravane qui a sillonné quelques artères de la ville de Lomé. En ce lieu, un cahier de doléances a été remis au représentant du président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers



Une vue de l'assistance

du Togo (APBEF-Togo), Michel Dorkenoo

L'objectif de la célébration de cette journée, surtout au niveau des syndicalistes, c'est de veiller à ce que le progrès social soit accompagné de l'équité sociale. C'est ainsi qu'au niveau du SYN BANK, les membres dans leur engagement ont décidé de résister, de revendiquer pour le respect des droits syndicaux et des droits fondamentaux et pour le partage de la richesse mondiale qui est le fruit du travail de tout le monde.

C'est dans cette perspective que la Secrétaire générale du SYN BANK a, au cours de cette journée, rappelé la principale préoccupation des agents de banques et d'assurances qui est celle de l'augmentation des salaires. Une augmentation qui selon elle, permettrait à tout un chacun de bien subvenir aux besoins de sa famille.

A travers cette préoccupation, les membres du SYN BANK ont émis le vœu de voir la nouvelle convention collective s'appliquer au cours de l'année 2019



Le défilé des membres de la SYN BANK

contrairement à l'ancienne qui n'a pas eu de suite favorable.

Un vœu qui a été accepté par Michel Dorkenoo, représentant du président de l'APBEF qui en est conscient de cette principale revendication des membres du SYN BANK et du SYNASSUR, qui connaîtra d'ici peu une ouverture des négociations en vue de trouver une solution définitive.

Aux autorités, en l'occurrence au ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative

ainsi qu'à son collègue de l'économie et des finances, les membres du SYN BANK leur ont sollicité d'améliorer leur sécurité sociale, de valoriser la pension des retraités, de contrôler le secteur de la micro finance, de sensibiliser les patrons des micros finances qui empêchent la création des syndicats au sein de leur entreprise et enfin de prendre des dispositions pour que les procédures des licenciements abusifs ne dépassent pas 12 mois pour toutes les étapes.

Agbé

Le CAJAC, un outil efficace de lutte contre la corruption

Trois Centres d'assistance juridique et d'action citoyenne (CAJAC) seront opérationnels dans les villes de Lomé, Sokodé et Kara d'ici la fin de l'année 2019. Ces CAJAC qui seront logés dans les bureaux régionaux de l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE-Togo) dans ces différentes localités, visent à remettre en cause la croyance selon laquelle les citoyens sont apathiques face à la corruption et démontrer leur engagement dans la lutte contre la corruption à travers la dénonciation.

Les activités de ces centres concernent la fourniture des conseils juridiques aux victimes et témoins des actes de corruption ; l'assistance aux



citoyens en vue de structurer leurs plaintes, les acheminer et assurer le suivi auprès des instances compétentes ; et les actions de plaidoyer pour inciter les réformes et les changements systémiques. Le CAJAC est un mécanisme pour renforcer le pouvoir des citoyens dans la lutte contre la corruption à travers l'incitation des citoyens à s'impliquer activement dans

cette lutte. Il est impérieux pour les citoyens de bannir la peur et de se mobiliser fortement pour dénoncer les actes de corruption et autres infractions assimilées à travers les bureaux CAJAC de l'ANCE-Togo, afin que les différentes plaintes recensées puissent être achevées auprès des institutions étatiques pour trouver des solutions adéquates.

Le centre d'assistance juridique et d'action citoyenne est une approche qui permet d'impliquer les citoyens et voir l'ensemble de la population à rejeter les pratiques de corruption et prendre des mesures efficaces pour la combattre en vue d'aboutir à des réformes administratives ou législatives importantes. La création de ces trois centres au Togo constitue également une réponse pragmatique à la question de l'élargissement de la coalition anti-corruption.

L'objectif est de promouvoir le changement des comportements individuels et collectifs face à la corruption en apportant aux victimes et aux témoins un soutien efficace, bénévole et non partisan, ce qui renforce le plaidoyer de la société civile

pour l'instauration des réformes et l'amélioration des politiques publiques anti-corruption. Le CAJAC met à la disposition des plaignants une équipe spécialisée pour les accueillir, les écouter, traiter leurs requêtes et leur prodiguer des conseils juridiques, à titre personnel gratuit et confidentiel.

Pour assurer aux plaignants un accueil et une assistance juridique de qualité, ces centres créés peuvent être approchés soit en s'y présentant directement, soit en envoyant les plaintes par courrier postal ou électronique, ou encore à travers la ligne téléphonique gratuite en cours d'opérationnalisation pour faciliter la dénonciation de la corruption.

Nous y reviendrons

Le **Très Haut Débit**
continue son parcours !



est désormais présente à

ANÉHO
&
CINKASSÉ

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015